

Restructuration d'un Centre Automobile

**Rue Joseph Cugnot
Commune de Saint LO**

DOSSIER DE DECLARATION LOI SUR L'EAU

ETABLISSEMENT DU DOSSIER LOI SUR L'EAU AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Pièce n°3: ACTIVITES

MANDANT	GCA IMMOBILIER SAINT LO 3		
	5 Rue de la Baie d'Hudson		
	49300	CHOLET	
DATE:	21/12/2023	VERSION:	VERSION n°1

CODE DE L'ENVIRONNEMENT - LOI SUR L'EAU

Les objectifs et le contenu de cette notice d'incidence sont définis par l'article R214-1 du Code de l'Environnement.

Le projet et ses travaux sont concernés par la loi sur l'eau n°2006-1772 du 30 décembre 2006, et de ces décrets d'application (n° 2006-880 et 881 du 17 juillet 2006). Le décret 2007-397 du 22 mars 2007 reprend ces derniers afin de les intégrer dans le Code de l'Environnement (article R-214-1 à R 214-60). Les rubriques de la nomenclature concernant le projet devraient être les suivantes :

Article	Situation du projet	Procédure*
2.1.5.0. <i>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant :</i> ✓ supérieure ou égale à 20 ha (Autorisation) ✓ supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (Déclaration).	1.5623 Ha	Déclaration
3.3.1.0. <i>Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :</i> ✓ supérieure ou égale à 1 ha (Autorisation) ✓ supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 1 ha (Déclaration).	Aucune	Non Concerné

*A = Autorisation ; D = Déclaration ; NC = Non Concerné

Le projet est soumis, à l'élaboration d'un dossier de déclaration au titre du Code de l'Environnement et de la nomenclature de la Loi sur l'Eau pour la rubrique 2.1.5.0

EXAMEN CAS PAR CAS.

Au regard des caractéristiques du projet, le projet est soumis à l'examen au cas par cas pour la rubrique :

41)b) Dépôts de véhicules de 50 unités ou plus

Un dossier de demande d'examen cas par cas va être déposé.

LA DIRECTIVE EUROPEENNE

La Directive 92/43/CEE du Conseil Européen du 21 mai 1992 instaure une conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage. Le Code de l'Environnement définit également des mesures de conservation pour les sites Natura 2000 par le Livre IV – Faune et Flore -, Titre I^{er} –Protection de la Faune et de la Flore, chapitre IV, section Natura 2000.

En application de la directive 92/43/CEE du conseil Européen, l'article 6 paragraphe 2 et 3 impose que :

2. Les états membres prennent les mesures appropriées pour éviter, dans les zones spéciales de conservation, la détérioration des habitats naturels et des habitats d'espèces ainsi que les perturbations touchant les espèces pour lesquelles les zones désignées, pour autant que ces perturbations soient susceptibles d'avoir un effet significatif au regard des objectifs de la présente directive.

3. Tout plan ou projet non directement lié ou nécessaire à la gestion du site mais susceptible d'affecter ce site de manière significative, individuellement ou en conjugaison avec d'autre plans et projets, fait l'objet d'une évaluation appropriée de ces incidences sur la piste en égard des objectifs de conservation de ce site. Compte tenu des conclusions de l'évaluation des incidences sur le site et sous réserve des dispositions du paragraphe 4, les autorités nationales compétentes ne marquent leur accord sur ce plan ou projet qu'après s'être assurées qu'il ne portera pas atteinte à l'intégrité du site concerné et après avoir pris, le cas échéant, l'avis du public.

Le projet est situé en dehors de zone NATURA 2000.

AUTRES PROCEDURES ADMINISTRATIVES

Type de demande	Autorité compétente	Date de dépôt	Date d'accord
Permis de construire	Commune de Saint-LO	En cours	-

JUSTIFICATIONS DU PROJET

Compte tenu de la topographie du site, et des aménagements existants, plusieurs solutions d'aménagements ont été étudiées par l'équipe de conception et le maître d'ouvrage.

La solution retenue présentée dans le dossier prévoit l'aménagement du secteur avec une voie d'accès à double sens depuis l'accès existant avec création d'un nouvel accès.

Le projet hydraulique retenu s'appuie sur la topographie du terrain et les équipements pluviaux existants. Le choix s'est orienté vers :

- Gestion des eaux de ruissellement via deux réseaux distincts « EP Voirie » et « EP Toitures » et collecte dans un bassin d'infiltration enterré constitué de SAUL ou similaire
- Gestion qualitative des « EP Voirie » via un séparateurs / débourbeurs à hydrocarbures ou un aquatextile Geoclean

Les raisons du choix du site et du parti d'aménagement du site sont les suivantes :

Thèmes	Raisons du choix du site
Cadre physique	Foncier disponible classé en zone constructible Nature des sols favorables à la construction
Contexte hydrologique	La nature des sols permet d'infiltrer les eaux pluviales
Milieu naturel et zone humide	Pas de zone naturelle protégée à proximité immédiate Pas de zone humide Aucune intervention nécessaire dans les zones naturelles protégées Pas d'enjeux forts sur le site d'un point de vue des espèces et habitats présents
Milieu humain	Raccordements sur réseaux existants Offre d'emplois sur le site et places de stationnement supplémentaires pour les véhicules de la concession Terrain facilement accessible et viabilisé en partie
Contexte Paysager	Perception du site importante Site en dehors des co-visibilités des monuments classés et inscrits
Accès et circulation	Le site est aisément accessible, et les accès existants seront conservés.
Plans et programmes	Projet compatible avec les plans et programmes